

Réunion débat avec Philippe Poutou tête de liste NPA Sud-Ouest, le jeudi 15 mai à 18 heures à la bourse du travail de Tarbes.

Cette Europe n'est pas la nôtre !

Depuis des années, la gauche comme la droite construisent cette Europe de la Banque centrale européenne (BCE), de la commission européenne et du FMI.

Depuis le début de la crise leur seule politique c'est l'austérité à perpétuité, ils imposent aux peuples une régression sociale dramatique, en particulier en Grèce, au Portugal et en Espagne.

A peine arrivé au pouvoir, et contrairement à sa promesse, François Hollande a entériné le traité budgétaire (TSCG), la règle d'or de l'austérité, voulu par Sarkozy et Merkel. Il continue de brader les services publics en premier lieu la santé et l'Éducation, de remettre en cause les droits des salariéEs, ceux des femmes, d'attaquer les retraites au nom de la lutte contre les déficits budgétaires et de la compétitivité, de la concurrence dite « libre et non faussée ».

Avec le « pacte de responsabilité », lui et son nouveau premier ministre Valls, distribuent aux patrons 30 milliards d'euros, coupent les financements de la Sécurité sociale et annoncent 50 milliards d'économies sur l'ensemble des budgets publics et de la sécurité sociale.

Le Grand Marché Transatlantique entre L'Union européenne et les États-Unis veut démanteler les normes limitant les profits des multinationales.

La politique agricole commune, au service des grands groupes agro-alimentaires, se fait contre l'intérêt des populations rurales et de millions d'êtres humains frappés par la famine dans le monde.

Loin d'agir pour la paix, l'Europe capitaliste intervient dans le monde, en Afrique en particulier à l'initiative de la France, pour maintenir la domination des vieilles grandes puissances occidentales.

La fermeture des frontières de l'Europe forteresse sanctuarisée par le traité de Schengen provoque des drames humains et la mort de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants fuyant la guerre, la misère et la faim.

Le repli national, un piège mortel

Le Front national dénonce la tyrannie de Bruxelles pour mieux défendre une politique nationaliste et chauvine qui prône le retour au Franc et le repli national. Un tel retour en arrière ne ferait qu'aggraver encore le sort des populations. Cette politique, extrêmement dangereuse, vise à diviser les travailleurs, à les enfermer dans les limites des frontières pour le plus grand profit des capitalistes.

Seuls les peuples en lutte, rompant avec la politique des classes dominantes, pourront rejeter ce piège pour construire une Europe en rupture avec la concurrence, la course au profit, la compétitivité et les rivalités entre nations.

Pour une Europe des travailleurs, des travailleuses et des peuples.

Les révoltes grecques, portugaises, espagnoles ou venues des Balkans, de Tuzla, portent les mêmes aspirations de justice sociale, de liberté, d'égalité, de démocratie, de pouvoir par et pour les millions de travailleurs qui produisent les richesses. Seules des résistances, des luttes coordonnées à l'échelle européenne, permettront la construction d'une autre Europe au service des besoins sociaux et environnementaux et des rapports de solidarité.

NPA65, Tarbes, le 30 mai 2014.